INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 18 janvier 2022**

* Journée difficile pour les marchés actions européens emportés par le net repli de Wall Street. Le CAC 40 a cédé 0,94% à 7 133,83 points. L'Euro Stoxx 50 a perdu 0,77% à 4 269,16 points. Aux Etats-Unis, la sanction est encore plus lourde. Vers 17h30, le Dow Jones trébuche de 1,4% et le Nasdaq, de 1,9%.
* La séance a mal débuté en raison d'un regain de craintes concernant un resserrement plus brutal que prévu de la politique monétaire de la Fed. Face à l'inflation galopante, les investisseurs redoutent que la réunion de la Réserve Fédérale prévue la semaine prochaine débouche sur l'annonce d'une forte accélération de la réduction des rachats d'actifs qui ouvrirait voie à un premier relèvement des taux directeurs dès le mois de mars.
* Cette inquiétude se reflète sur les marchés obligataires où le rendement du 10 ans américain a atteint ce matin sont plus haut niveau depuis janvier 2020.
* La récente envolée des cours du pétrole, principal contributeur de l'inflation, conforte un peu plus les anticipations des opérateurs. Or, certains redoutent que la Fed ne fasse en réalité un mauvais choix en durcissant trop violemment sa politique monétaire alors que la reprise américaine commence à montrer des signes d'essoufflement.
* Ainsi, l'indice manufacturier de l'État de New-York, qui mesure le niveau d'activité dans ce secteur dans la région, est tombé à -0,7 au mois de janvier, bien loin des attentes des économistes qui le voyaient à 25. Il avait atteint 31,9 en décembre.
* Pour noircir un peu plus le tableau du jour, Goldman Sachs, à l'instar de ses concurrents Citigroup et JPMorgan, a dévoilé des profits trimestriels plus faibles que prévu en raison d'une progression élevée de ses coûts. Résultat, le titre de la puissante banque d'affaires chute de plus de 8%.
* Les cours du baril de Brent ont atteint leur plus haut niveau depuis 2014 ce mardi, dépassant en séance les 88 dollars. En plus d'une demande qui reste soutenue, des problèmes d'approvisionnement sont intervenus à la suite de pannes en Libye et en Amérique du Nord. Qui plus est, l'attaque d'une installation pétrolière hier à Abou Dhabi a ravivé la crainte de tensions géopolitiques. Dans ce contexte tendu, Goldman Sachs a estimé qu'un déficit d'offre "étonnamment important" pourrait porter le prix du Brent au-dessus des 100 dollars dès le troisième trimestre de cette année.

Depuis le début de l'année, le Brent a gagné 11,7% et le WTI, son équivalent américain, 13,4%.

* Commerzbank a revu en hausse ses prévisions pour la paire dollar-rouble cette année. Le cambiste prévoit que le dollar s’appréciera face à la devise russe pour atteindre 80 roubles pour 1 dollar d’ici la mi-2022 (contre 74 roubles auparavant) ainsi qu’à la fin 2022 (contre 76 roubles précédemment). Commerzbank justifie ces changements par le risque géopolitique accru. Il précise que la situation pourrait s’améliorer quelque peu pour le rouble, à mesure que la Banque centrale russe resserre sa politique monétaire pour contrer l’inflation.

En fin d'après-midi, un dollar s'échangeait contre 76,73 roubles sur le marché des changes, en hausse de 0,52%.

* Au 1er janvier 2022, la France comptait 67,8 millions d’habitants. C’est ce qu’a révélé l’Insee dans son bilan démographique 2021. L’an dernier, la population a augmenté de 0,3 %. Le solde naturel (+ 81 000 personnes) est plus élevé qu'en 2020, mais plus bas qu’avant la pandémie de Covid-19.

En 2021, 738 000 bébés sont nés en France, soit 3 000 de plus qu'en 2020 : la chute du nombre de naissances en début d'année, neuf mois après le premier confinement du printemps 2020, a ensuite été compensée par une hausse. En recul entre 2015 et 2020, l'indicateur conjoncturel de fécondité croît légèrement en 2021 et s'établit à 1,83 enfant par femme.

En 2021, 657 000 personnes sont décédées en France, soit 12 000 de moins qu'en 2020, mais 44 000 de plus qu'en 2019. L'espérance de vie à la naissance s'établit à 85,4 ans pour les femmes et à 79,3 ans pour les hommes : en hausse par rapport à 2020, année où elle avait fortement baissé du fait de la pandémie, mais toujours en dessous du niveau de l'année 2019.

En 2021, 220 000 mariages ont été célébrés, soit 42 % de plus qu'en 2020, la pandémie ayant alors empêché ou repoussé les célébrations.

* Après une année 2020 cauchemardesque, le marché automobile européen s’est de nouveau replié en 2021, selon les chiffres publiés par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Ainsi, les nouvelles immatriculations ont baissé de 2,4% l’an dernier à 9,7 millions d’unités. C’est 3,3 millions au-dessous du niveau de 2019 (pré-crise).

Si l'année 2020 représentait une base de comparaison très favorable, en raison de l'impact très fort du Covid-19, le secteur automobile a pâti en 2021 de la pénurie de semi-conducteurs et de la persistance du risque sanitaire.

L'Allemagne a particulièrement souffert avec une baisse de 10,1% des immatriculations de voitures neuves, contre +0,5% pour la France, +1% pour l'Espagne et +5,5% pour l'Italie.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs technologiques ou fortement valorisées ont été pénalisées par la hausse des taux. Worldline a perdu 3,9%, Teleperformance, 2,7% et Legrand, 2,4%.
* Contre la tendance, Thales s'est adjugé 1,8%, soutenu par son statut de "valeur refuge défensive". TotalEnergies a gagné 1,5% dans le sillage du pétrole.
* Coup de tonnerre dans le secteur des jeux vidéo: Microsoft a annoncé le rachat de l'éditeur Activision Blizzard pour 68,7 milliards de dollars en numéraire. En Bourse, l’action du numéro un mondial des logiciels perd 0,62% à 308,27 dollars. Le titre de l’éditeur de Call of Duty ne s’enflamme en revanche que de 29,49%, à 84,68 dollars, alors que Microsoft a offert une prime de 45,3% par rapport au cours de vendredi soir. Il s’agit du rachat le plus important de l’histoire de ce secteur, mais aussi de l’histoire Microsoft.

Avant cela, la société fondée par Bill Gates avait mis la main sur LinkedIn en 2016 pour 26,2 milliards de dollars.

Cette nouvelle opération marque une accélération dramatique de la concentration dans le monde des jeux vidéo. Lundi dernier, Take-Two avait annoncé le rachat de Zynga pour 12,7 milliards de dollars de valeur d'entreprise.

L'onde de choc de cette acquisition se fait même ressentir de ce côté-ci de l'Atlantique: Ubisoft bondit en effet de +11,87% à 50,44 euros car son capital éclaté en fait une cible idéale. Par le passé, l'éditeur français a cependant déjà résisté à Electronic Arts et à Vivendi.

Le secteur des jeux vidéo aiguise les appétits car il bénéficie d'une croissance structurelle. Il est l'un des principaux modes de divertissement, bien loin devant le cinéma. De même que l'audiovisuel, il appartient au monde des contenus que s'arrachent les plateformes de diffusion. Netflix s'est ainsi lancé dans les jeux vidéo en juillet dernier et a acheté son premier studio de jeux vidéo, Night School, fin septembre.

La digitalisation croissante de notre monde, encore accélérée par la pandémie, est en outre une bonne nouvelle pour cette industrie, dont les revenus tendent à être ainsi plus récurrents et les marges plus replètes grâce à la distribution en ligne et aux contenus payants. Les jeux vidéo offrent également des perspectives attrayantes du fait du développement à venir du metaverse, un monde virtuel où des personnes représentés par des avatars peuvent interagir entre elles et des objet numériques.

* Goldman Sachs subit le sort de JPMorgan et de Citigroup vendredi. L’action de la célèbre banque d'affaires américaine chute de 8,04% à 350,31 dollars, fermant ainsi la marche de l’indice Dow Jones. A l’instar de ses concurrentes, Goldman Sachs a présenté des profits plus faibles que prévu en raison d’une progression élevée des coûts.
* Sodexo se hisse sur le podium du SBF 120 ce mardi, à la faveur d'une progression de 1,71% à 83,28 euros par action. Le titre profite des rumeurs de presse selon lesquelles le groupe souhaiterait céder une participation minoritaire de 30% de son activité Avantages et Récompenses. En effet, selon Reuters, citant une source anonyme proche du dossier, des enchères devraient débuter dès cette semaine. La société de capital investissement Bain Capital se serait déjà montrée intéressée, mais d'autres sociétés d'investissement devraient également se manifester.

L'agence de presse révèle que la famille Bellon, qui détient 42,8% du capital du spécialiste de la restauration collective, aurait d'ores et déjà donné son feu vert à l'opération.

La division Avantages et Récompenses, qui fournit des programmes d'avantages sociaux aux employés, des chèques repas et des cartes cadeaux, a réalisé un chiffre d'affaires de 183 millions d'euros au cours du premier trimestre de l'exercice 2021-2022 de Sodexo, en croissance de 7%. L'activité "a été le moteur de la reprise du groupe après la crise", affirme Reuters, alors que le spécialiste de la restauration collective n'avait pas pu se diversifier dans la livraison de repas au moment où les cantines d'entreprises ou scolaires étaient désertées.

* Sur une place parisienne déprimée, Catana tire son épingle du jeu avec un gain de 6,12% à 7,28 euros l’action. Il faut dire que le spécialiste des navires de plaisance a connu une croissance fulgurante lors du premier trimestre 2021-2022. Une vague déferlante sur laquelle le groupe entend bien continuer de surfer.

Entre septembre et novembre 2021, Catana a réalisé un chiffre d'affaires de 29,7 millions d'euros, soit un bond de 64,4 % sur un an. Le groupe dit bénéficier depuis plusieurs mois du succès de sa gamme BALI dans le marché des multicoques, de ses gammes essentiellement composées de nouveautés, mais également d'un climat de reprise économique mondiale soutenue.

Pour augmenter ses volumes de production, Catana est parvenu à recruter 164 personnes depuis le début de l'exercice dont 120 en France. Et ce, malgré une pénurie de candidats, souligne le groupe. La feuille de route prévoit encore la création de près de 70 postes supplémentaires en France dans les 4 prochains mois.

Catana n'échappe cependant pas non plus à la forte tension qui pèse sur les livraisons des matières premières avec pour conséquence des adaptations organisationnelles qui nécessitent beaucoup d'agilité et peuvent engendrer des coûts supplémentaires.

* Bic a signé un accord relatif à l'acquisition de 100% de Inkbox, une des principales marques en ligne de tatouages semi-permanents, basée à Toronto (Canada). La transaction est structurée sur la base d'un paiement initial de 65 millions de dollars US (57 millions d'euros) et d'un paiement différé dont le montant sera déterminé sur la base de la croissance future de chiffre d'affaires et de rentabilité de Inkbox. La finalisation de cet accord est prévue avant la fin du premier trimestre 2022.

Bic souligne qu'il s'agit d'une acquisition majeure pour la division Human Expression, et une nouvelle étape de la transformation de Bic en une entreprise de croissance, centrée sur le consommateur.

L'acquisition de Inkbox viendra élargir l'offre de Bic en matière de création artistique sur la peau et compléter ainsi la gamme BIC BodyMark, le feutre de tatouage éphémère. Dans la droite ligne de l'acquisition réussie de Rocketbook, la marque de carnet intelligents réutilisables acquise en novembre 2020, Inkbox vient enrichir le portefeuille de marques de Bic, chacune s'adressant à différents types de consommateurs.

Grâce à sa capacité unique de personnalisation, Inkbox va permettre à Bic de renforcer ses activités de vente directe aux consommateurs, ainsi que ses capacités en matière de e-commerce et d'engagement sur les réseaux sociaux.

**ANALYSES**

* En attendant de savoir si Omicron aura cassé cette belle dynamique, la reprise économique enclenchée depuis quelques mois se révèle particulièrement forte. Au point que celle-ci a comblé une partie des trous laissés dans les comptes publics par la crise sanitaire : ainsi le déficit public devrait être « proche de 7 % » en 2021, quand le gouvernement anticipait -8,2 % il y a deux mois, selon les annonces faites par Olivier Dussopt, le ministre délégué aux Comptes publics.

Bercy avait déjà averti en début du mois que la situation budgétaire était moins dégradée que prévu, surtout si on la compare avec la prévision de déficit de -9,4 % qui était celle de juillet dernier. Depuis l'été, l'exécutif a bien moins dépensé que prévu en aides d'urgence pour les entreprises dans le cadre du « quoi qu'il en coûte », tandis que la croissance remplissait les caisses en rentrées fiscales et en cotisations. « Notre taux de croissance devrait atteindre 6,7 % selon l'Insee, contre 6,25 % dans notre dernière hypothèse de travail », rappelle ainsi le ministre des Comptes publics.

Cela se traduit par une amélioration des comptes des différentes administrations. Ainsi pour l'Etat, le déficit budgétaire est désormais attendu à 171 milliards d'euros pour 2021. « C'est près de 34,5 milliards d'amélioration par rapport à nos dernières prévisions », a assuré Olivier Dussopt. Plusieurs recettes fiscales se révèlent particulièrement dynamiques, comme l'impôt sur les sociétés pour lequel les prévisions avaient été revues à la hausse de 5 milliards d'euros au début du mois. La tendance était la même pour la TVA (+2,5 milliards).

Les comptes de la Sécurité sociale ont également connu une amélioration similaire. « Le déficit historique, de 40 milliards d'euros en 2020, redescendrait en 2021 à environ 25 milliards », explique Olivier Dussopt, alors que la prévision initiale était de 33 milliards. Pour le troisième acteur des comptes publics, les collectivités locales, le ministre s'attend à ce qu'elles soient pour la plupart « à l'équilibre voire légèrement excédentaires ».

Il reste à savoir si cette dynamique de croissance continuera à alimenter durablement et de façon aussi forte les caisses de l'Etat, alors que le retour à 3 % pour le déficit réclamerait un montant inédit d’économies de 70 milliards d’euros selon l’Institut Montaigne. Le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale Laurent Saint-Martin (LREM) jugeait il y a quelques jours que ce sera le cas. « Le rebond nous fait changer de marche […]. Il faut donc s'attendre à des recettes durablement plus élevées, qui vont faciliter la réduction du déficit » à l'horizon 2027, expliquait-il.

Sans être aussi explicitement positif, Olivier Dussopt juge en tout cas que les objectifs de réduction du déficit pour les années à venir restent plus que jamais de mise, à savoir -5 % en 2022 avant -3 % en 2027. Pour cette année, il reste néanmoins à connaître l'impact d'Omicron, mais aussi l'évolution de l'inflation qui pourrait elle aussi gripper la machine.

**L’AGENDA DU 19 janvier 2021**

**8h00 en Allemagne**
Inflation en décembre

**14h30 aux Etats-Unis**

Permis de construire et mises en chantier en décembre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers